

<http://jesuschristenfrance.fr/spip.php?article530>

La Marche Pour La Vie sera-t-elle condamnée pour délict d'entrave à l'avortement ?

- Chrétiens confrontés à des lois illégitimes, des actes de profanation, des décisions injustes et même des agressions criminelles -



Date de mise en ligne : vendredi 17 février 2017

Copyright © Jésus-Christ en France - Tous droits réservés

La Marche Pour La Vie sera-t-elle condamnée pour délit d'entrave à l'avortement ?

« La Marche Pour La Vie a dénoncé le 22 janvier dernier la proposition de loi sur le délit d'entrave et elle avait raison d'être inquiète puisque celle-ci a été adoptée ce Jeudi 16 février par l'Assemblée Nationale, dans l'indifférence politique et médiatique à peu près générale, à l'exception de quelques très rares députés courageux. Ceux-ci auront tenté de faire reculer la ministre, Laurence Rossignol, qui n'a pas hésité à affirmer qu'« avorter n'était pas enlever une vie », et qu'exprimer « un témoignage émotif ne relevait pas de la liberté d'expression ».

Les 50 000 marcheurs pour la Vie seront-ils condamnés demain pour délit d'entrave à l'avortement ? Que Madame Rossignol en soit convaincue, n'entamera pas leur détermination à défendre la vie et accompagner les femmes enceintes pour les convaincre d'accueillir leur enfant plutôt que de recourir à un acte qui arrête le cœur d'un bébé et brise celui d'une mère. Au moment même où certains irresponsables politiques usent de la notion de crime contre l'humanité à temps et à contre temps, la Marche Pour La Vie affirme connaître ceux dont La France aura à répondre un jour : 220 000 enfants par an tués avant leur naissance depuis 42 ans. La Marche Pour La Vie espère que le Conseil Constitutionnel aura la sagesse de censurer ce texte et appelle d'ores et déjà dans le cas contraire le prochain gouvernement à abroger cette loi homicide et liberticide. »

Contact :

Olivier Ruisseau : presse@enmarchepourlavie.fr

Site source à consulter :

[En marche pour la vie La marche pour la vie sera-t-elle condamnée pour délit d'entrave à l'avortement ?](#)

Tribune parue dans Le Figaro du 17 février 2017.

Nos démocraties occidentales traversent une crise profonde, qui est d'abord une crise de confiance dans ce qui constitue leur outil essentiel, le langage. Le relativisme omniprésent nous ayant conduit à l'ère de la « post-vérité », la parole publique ne semble plus renvoyer à rien, et dénuée de toute consistance elle perd sa signification. Dans la campagne que nous vivons pour l'élection présidentielle – campagne qui témoigne de la difficulté que nous avons à parler ensemble du fond des problèmes que notre société rencontre, Emmanuel Macron semble assumer et incarner cette inconsistance du langage.

Il y a quelques jours en Algérie, Emmanuel Macron déclarait que la colonisation avait été un « crime contre l'humanité. » Soit un plan concerté pour exterminer par tous les moyens les populations vivant sur les territoires colonisés... Tout cela n'a aucun sens. Que l'histoire de la colonisation ait été marquée par des crimes, nul ne peut en douter. Mais qu'il faille mettre le projet colonisateur sur le même plan que la Shoah, qu'on puisse assimiler Jules Ferry à Hitler ou Lyautey à Eichmann, voilà qui constitue une double et inacceptable insulte. Insulte à tous ceux qui – Juifs d'Europe, Arméniens d'Anatolie, chrétiens en URSS, Tutsis au Rwanda... – sont morts broyés par la haine, par une folie destructrice qui ne poursuivait aucun autre but que leur seule extermination : comment mépriser ce que leur souffrance eut d'unique, unique au point que pour la décrire le droit international a formé cette expression de crime contre l'humanité, qu'on ne devrait employer qu'avec soin quand il nous faut dire le passé ?

Comment mépriser en même temps, dans la facilité confortable du regard rétrospectif, les générations de Français qui, dans la confusion des intérêts nationaux et des illusions historiques, ont pour beaucoup cru aux bienfaits de la colonisation ? Bien sûr, nous savons aujourd'hui toutes les erreurs commises, toutes les blessures causées, et la violence coupable à laquelle une telle entreprise ne pouvait manquer de conduire. Mais nous pouvons reconnaître les égarements de ceux qui nous ont précédé sans pour autant les insulter. La colonisation n'était pas un projet de destruction, elle portait dans son principe la volonté de cultiver qui lui a donné son nom – en fait, le grand paradoxe, c'est qu'elle constitue plutôt l'une de ces tragédies auxquelles a conduit cette foi aveugle dans le progrès dont le même Emmanuel Macron se revendique aujourd'hui... Pour cette raison d'ailleurs, c'est la gauche progressiste qui avait largement épousé l'idéologie coloniale. Nous pouvons aujourd'hui dire les conséquences tragiques de cette erreur historique, sans insulter ceux qui y crurent. Ceux qui ont laissé leurs noms sur nos monuments aux morts n'ont pas donné leur vie dans un crime contre l'humanité, et il est révoltant de voir aujourd'hui un candidat qui prétend présider notre République venir cracher sur leurs tombes par opportunisme électoral.

Car c'est bien là le fond du problème. Lorsque la parole ne renvoie plus au réel, lorsqu'on dit tout et son contraire, quand la vérité ne compte plus, c'est que seule importe l'efficacité – en termes de calcul politique, de voix rapportées, de cibles touchées. La démocratie se dissout dans le marketing, et ainsi on détruit un peuple aussi sûrement que par la censure. C'est là la faute grave dont Emmanuel Macron est en train de se rendre coupable. Car qui ne voit la ficelle grossière dans cette surenchère mémorielle délirante ? La cible, en l'occurrence, ce sont des millions de binationaux, héritiers de cette histoire douloureuse. Mais si la cible est touchée, la victime sera la France.

Connaissant, pour y avoir enseigné, certains quartiers qui s'embrasent aujourd'hui, comme tous ceux qui ont vécu ou travaillé en banlieue, je mesure l'ampleur de la tragédie que la parole d'Emmanuel Macron contribue à entretenir. Des générations de jeunes Français, nés en France et qui vont y construire leur vie, sont entretenus par nos dirigeants dans la haine de leur propre pays... Qui ne voit combien sont graves ces mots absurdes, irresponsables ? « Crime contre l'humanité » : l'erreur historique est aussi une faute morale, car ces mots deviennent le ferment de la violence, de la vengeance et de la division.

Ce petit calcul politique est d'autant plus médiocre et dangereux que, hélas, il dure depuis trop longtemps déjà... Comme beaucoup de Français et de jeunes en particulier, j'avais regardé avec intérêt le renouvellement qu'Emmanuel Macron semblait apporter à notre classe politique. Quelle désillusion aujourd'hui ! Cette stratégie électorale recycle la schizophrénie des élites qui depuis quarante ans tentent de sauver leur lien avec les jeunes issus de l'immigration, à coup d'histoire biaisée et de tribunes dans Libé, en leur expliquant qu'ils sont les victimes de leur propre pays – leur interdisant ainsi de s'y reconnaître et de s'y intégrer... Ce petit calcul irresponsable est précisément ce qui nous bouche le chemin d'un avenir commun, et ce qui provoque aujourd'hui la poussée de violence qui traverse nos banlieues, dans la coupable complaisance de dirigeants installés dans l'échec du mensonge victimaire. Quand il affirme qu'il n'y a pas de culture française, quand il insulte à l'étranger le pays qu'il prétend diriger, Emmanuel Macron montre qu'il n'est que la nouvelle voix de la vieille haine de soi qui a conduit la France au bord d'une division irréversible. Mais nous refuserons de le suivre en marche forcée vers le vide.

Le mensonge est trop vieux.

La Marche Pour La Vie sera-t-elle condamnée pour délit d'entrave à l'avortement ?

Le véritable renouveau consiste à reconquérir les mots, et à leur redonner leur sens. Si Emmanuel Macron a travaillé avec Paul Ricœur pour son dernier grand ouvrage, La mémoire, l'histoire, l'oubli, il devrait se souvenir de l'avertissement qu'il y lançait : « l'histoire manipulée » est toujours dangereuse pour l'avenir, car « la projection du futur est solidaire du regard sur les temps passés. » Il n'y a pas de vrai progrès sans passion de la vérité ; on ne peut se dire philosophe et choisir d'incarner la dangereuse vacuité du langage pour les calculs sophistiqués de l'ère de la postvérité. »

Site source à consulter :

[FX Bellamy Emmanuel Macron ou la passion de la postvérité](#)